

Le bilan des efforts des États-Unis en matière de démocratie et de droits de l'homme

Avant-propos de Mme Rice et chapitre d'introduction du Rapport sur le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie

En 2005, les États-Unis ont soutenu les revendications croissantes de par le monde en faveur du respect des libertés individuelles et politiques, affirme le département d'État dans son rapport annuel intitulé « Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie : le bilan des États-Unis, 2005-2006 ».

Dans leur chapitre d'introduction, les auteurs du rapport affirment qu'en 2005, les États-Unis ont « répondu à la demande mondiale croissante de liberté personnelle et politique en appuyant les efforts de ceux qui réclament des réformes ».

Selon le rapport, les efforts qu'ont déployés les États-Unis en vue de transformer les appels « autochtones » à la démocratie et au respect des droits de l'homme en programmes d'action se sont traduits par une amélioration de la situation dans 95 États.

On trouvera ci-après le texte de l'avant-propos du rapport, signé par la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, suivi du chapitre d'introduction intitulé « La stratégie des États-Unis en matière de droits de l'homme et de démocratie ».

Département d'État, Washington
Le 5 avril 2006

Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie : le bilan des États-Unis, 2005-2006

Document diffusé par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Avant-propos

Aujourd'hui, de par le monde, de plus en plus d'hommes et de femmes exigent le respect de leurs droits et une attitude responsable de la part de leur gouvernement. Ils veulent que leur voix soit entendue et que leur vote compte. Ils réclament des lois justes et la justice pour tous. On se rend également de plus en plus compte que la démocratie est la forme de gouvernement la mieux à même, au fil des ans, de répondre aux exigences de dignité, de liberté et d'égalité des citoyens.

Comme l'a dit le président Bush dans son second discours d'investiture, « (...) la politique des États-Unis consiste à chercher à stimuler le développement des mouvements et des institutions démocratiques dans chaque nation et dans chaque culture, l'objectif ultime étant de mettre fin à la tyrannie en ce monde ». Dans le Grand Moyen-Orient, nous avons assisté l'année dernière à des appels autochtones à la réforme démocratique, au bourgeonnement du pluralisme politique, à des élections sans précédent, et à la mise en place de nouvelles mesures de protection des femmes et des minorités.

Les Irakiens se sont rendus aux urnes trois fois et ont maintenu le cap de la démocratie malgré un niveau élevé de violence. Les Afghans et les Afghanes ont voté dans tout le pays lors des premières élections législatives libres organisées dans le pays depuis 1969, alors même que le gouvernement luttait encore pour étendre son autorité sur les centres provinciaux.

Le premier scrutin organisé au Liberia depuis la fin du conflit a abouti à l'élection de la première femme à la tête d'un État africain. Le Liberia a ainsi franchi une étape fondamentale de sa transition de la guerre civile à la démocratie. Les démocraties d'Amérique latine et des Caraïbes ont continué de se heurter à la difficulté de renforcer leurs faibles institutions, de lutter contre la corruption et de remédier aux inégalités sociales. Le nouveau gouvernement de l'Ukraine, tenant compte du désir de démocratie de son peuple, a

nettement amélioré son bilan dans le domaine des droits de l'homme. Et l'Indonésie, le pays à majorité musulmane le plus peuplé du monde, a renforcé l'architecture de sa démocratie lorsque, pour la première fois, les citoyens ont élu directement les chefs de leurs municipalités, régences et provinces.

Pendant ce temps, de la Birmanie à la Biélorussie, de la Chine à Cuba, de la Corée du Nord à la Syrie et de l'Iran au Zimbabwe, des hommes et des femmes courageux ont été persécutés parce qu'ils exerçaient leurs droits fondamentaux à la liberté d'expression, d'association, de réunion et de mouvement, et, contre vents et marées, ils ont continué d'œuvrer en faveur d'un changement pacifique. Ce rapport décrit les maintes façons dont la politique étrangère des États-Unis a aidé les citoyens et les gouvernements du monde entier à transformer ces exigences croissantes de respect des droits de l'homme et de démocratie en programmes d'action.

Condoleezza Rice
Secrétaire d'État

(Fin de l'avant-propos)

(Début du texte d'introduction)

La stratégie des États-Unis en matière de droits de l'homme et de démocratie

Les États-Unis utilisent un large éventail d'outils diplomatiques à l'appui des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde. Ce rapport résume notre stratégie dans chaque région, et décrit ce que nous avons fait l'année dernière pour soutenir les efforts autochtones de réforme dans 95 pays.

Le président Bush a dit en janvier 2005 : « La liberté, de par sa nature, doit être choisie et défendue par les citoyens, et soutenue par l'État de droit et la protection des minorités (...) L'Amérique n'imposera pas son propre style de gouvernement à ceux qui n'en veulent pas. Notre objectif est plutôt d'aider les autres à trouver leur propre voix, à obtenir leur propre liberté, et à tracer leur propre voie. » Afin d'atteindre cet objectif, nous avons répondu à la demande mondiale croissante de liberté personnelle et politique en appuyant les efforts de ceux qui réclament des réformes. Nous avons été solidaires des femmes et des hommes courageux du monde entier qui, parce qu'ils exerçaient leurs droits, ont été persécutés par des régimes répressifs.

Par la communication sur le terrain avec des responsables publics, avec des organisations de la société civile et avec des individus, et par le truchement d'un engagement multilatéral aux niveaux régional et mondial, nous avons défendu les normes internationales des droits de l'homme et avancé les principes de la démocratie. Afin que les régimes démocratiques puissent mieux offrir les bienfaits de la démocratie à leurs peuples, nous les avons aidés à renforcer leurs institutions publiques et à étayer l'État de droit. Nous avons encouragé la pleine participation de tous les citoyens, notamment des femmes et des minorités, à la vie publique de leur pays. Afin de s'assurer du respect de la volonté des peuples, nous avons soutenu le pluralisme politique et contribué à égaliser les chances afin que les élections répondent aux normes internationales. Nous avons demandé aux gouvernements démocratiquement élus qui ne gouvernaient pas démocratiquement de rendre des comptes. Et, alors même que les médias indépendants et des organisations non gouvernementales (ONG) étaient assiégés dans de nombreux pays, nous avons défendu leurs contributions vitales à la démocratie.

Durant l'année budgétaire 2005, nous avons consacré 1,4 milliard de dollars aux programmes relatifs aux droits de l'homme et à la démocratie. Nous avons également soutenu les efforts de démocratisation par le biais d'une aide au développement bien ciblée, par exemple le novateur Compte du millénaire, qui lie l'obtention d'une aide à la lutte contre la pauvreté et à la bonne gestion des affaires publiques. En même temps, nous avons continué d'imposer des sanctions économiques à l'encontre des régimes qui violent systématiquement les droits de l'homme, notamment ceux de Birmanie et de Cuba. De concert avec les gouvernements des pays industrialisés du G8 et d'autres, ainsi qu'avec les ONG, nous avons mis sur pied deux nouvelles institutions visant à encourager les réformes locales dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique du Nord : la Fondation pour l'avenir, qui soutient la société civile, et le Fonds pour l'avenir, qui

favorise les investissements. Enfin, nous avons cherché à faire des institutions internationales des défenseurs plus efficaces des droits de l'homme et de la démocratie. Durant l'année budgétaire 2005, nous avons, à cette fin, versé plus de 10 millions de dollars au Fonds des Nations unies pour la démocratie et milité en faveur de la création d'un Conseil des droits de l'homme crédible au sein des Nations unies, dont seraient exclus les pires contrevenants.

Dans toutes ces démarches entreprises au nom des droits de l'homme et de la démocratie, nous avons accueilli favorablement la participation d'autres gouvernements, et nous avons recherché les idées et le savoir-faire des ONG qui, chaque jour, citoyen par citoyen, institution par institution, pays par pays, accomplissent la difficile tâche de défense des droits de l'homme et de promotion de la démocratie.

Condoleezza Rice